

*Questions orales***L'EMPLOI**

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la perte des emplois à Montréal, le ministre du Travail.

Encore une fois, perte d'emplois à Montréal! La fermeture de l'usine Gattuso à Saint-Laurent aura un effet désastreux sur les employés. Pourquoi le gouvernement continue-t-il avec sa politique qui cause la fermeture d'usines, complètement ou en partie, telles que Gattuso, VIA Rail, Domtar, Gillette, Vickers, Kraft, et j'en passe?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, la députée devrait savoir que ce n'est pas le gouvernement qui prend ce genre de décisions à la place de l'entreprise privée.

Cependant, la compagnie Catelli s'est portée acquéreur de la compagnie Campbell dans la section à laquelle ma collègue réfère, et dans le processus de rationalisation—particulièrement parce que dans le domaine des pâtes alimentaires actuellement, il y a une rationalisation du marché—la compagnie a décidé, comme dans d'autres entreprises, de rationaliser et de se placer, nationalement et internationalement, sur un marché qui lui permettrait d'être concurrentielle.

Je comprends que ce concept-là n'a pas été tellement populaire à l'époque où le parti de ma collègue avait le pouvoir, mais on est dans la situation qu'on connaît aujourd'hui à cause de cela, monsieur le Président.

• (1440)

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, la réponse n'aidera pas les quelque 9 000 employés et leurs familles, dans plus de 80 usines à Montréal, qui ont perdu leurs emplois depuis un an. Quand le gouvernement va-t-il enfin agir pour aider les milliers de Québécois qui ont perdu leurs emplois à cause des politiques désastreuses du gouvernement actuel?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, évidemment, je suis surpris. Même si j'ai confiance en ma collègue, je n'ai aucune confiance dans les chiffres qu'elle nous fournit. Elle devrait parler également du contrat de 250 millions de dollars que la Canadair a obtenu aujourd'hui.

Une voix: Dans sa circonscription!

M. Bouchard (Roberval): Elle devrait parler, monsieur le Président, des sommes que nous avons investies dans le sud-ouest de Montréal et dans l'est de Montréal. Monsieur le Président, j'ai dit à son collègue de Notre-Dame-de-Grâce, la semaine dernière, que la région de Montréal, actuellement, grâce aux politiques du gouvernement conservateur, sort d'une période où l'avait placée la pléiade de ministres libéraux de Montréal quand ils étaient au pouvoir.

Une voix: Les libéraux voulaient fermer la Canadair!

* * *

[Traduction]

LE PROJET SCOTIA SYNFUELS

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de l'APECA. Elle concerne le projet Scotia Synfuels de liquéfaction du charbon au Cap-Breton. Comme le ministre le sait, ce projet créera plus de 2 000 emplois permanents et assurera un avenir écologiquement viable au charbon du Cap-Breton. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et les maires et les préfets de la région l'appuient fermement. Le démarrage de ce projet d'une importance vitale n'attend plus que l'approbation par le gouvernement fédéral d'une demande de crédit d'impôt présentée par le Cap-Breton et des stimulants prévus par le programme Entreprise Atlantique.

Voici la question que je désire poser au ministre: Quand son gouvernement approuvera-t-il enfin cette demande?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, j'ai rencontré récemment des préfets et des dirigeants municipaux, comme le député le sait. Il a raison: ces gens souhaitent fortement que ce projet soit étudié attentivement. Je ne suis pas en mesure de promettre quoi que ce soit aujourd'hui, mais la question est à l'étude. Quand mes collègues ou moi aurons une décision à annoncer, nous l'annoncerons en temps et lieu.

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Il sait que la diminution des industries du charbon et de l'acier, et la mauvaise situation dans le secteur des pêches, laissent l'économie du Cap-Breton dans une situation très grave et quelque peu précaire. Il sait également